

Subsides

avait étudié le programme du ministre avec plusieurs centaines d'agriculteurs. Il avait exposé le programme du ministre et parlé de la contribution provinciale. J'ai assisté à cette réunion de cadres et lui ai dit d'exposer le programme du ministre, non de tenter d'arracher l'adhésion de ses interlocuteurs. J'ai expliqué qu'il existait une certaine différence entre l'Office ontarien de commercialisation du lait et l'organisme fédéral, et qu'il ne devrait pas chercher à convaincre de l'excellence du programme du ministre, mais se contenter de l'exposer. On lui a posé la question suivante: «Quelle est votre opinion personnelle sur ce programme?» Il a répondu ceci: «Mon opinion personnelle, c'est qu'il ne faut pas en tenir compte. Ne vous tracassez pas trop pour ce problème car, comme je m'occupe de cela depuis 40 ans, je trouve personnellement que nous avons ralenti la production tellement vite que nous connaissons une pénurie en septembre.» Il a peut-être tort, mais j'ai tendance à croire qu'il a raison. En un mois, nous avons réduit la production de 15 p. 100 au Canada. En février, nous produisons 30 p. 100 de plus que l'année dernière, mais nous avons réduit la production de 15 p. 100 en un mois.

Je ne sais pas si les députés s'intéressent au nombre de vaches laitières en vente sur le marché. Dans mon agglomération, on trouve normalement de 15 à 20 vaches tarées sur le marché à ce moment-ci de l'année. Au cours des deux ou trois dernières semaines, de 100 à 125 vaches laitières ont été mises en vente pour la boucherie. Les coopératives locales ont par conséquent vendu moins de supplément d'aliment pour les vaches laitières. Nous avons réduit la production trop rapidement; c'est ce qui, plus que toute autre chose, peut très bien ternir la réputation de la Commission canadienne du lait en tant qu'agence de commercialisation. A franchement parler, je ne pense pas que la Commission canadienne du lait soit capable de sonder tout le marché. C'est probablement sa plus grande faiblesse. Si je dis cela, c'est parce qu'au cours des derniers mois la consommation de lait nature s'est accrue d'environ 5 p. 100. Pourquoi cette augmentation? Je ne le sais pas. Les gens cessent peut-être de boire du thé; cela s'explique peut-être par la hausse du prix de la bière.

Une voix: On ne boit peut-être plus d'eau.

M. Peters: Je ne m'explique pas cette hausse de la consommation du lait nature, mais le fait est qu'elle a augmenté de 5 p. 100. Cette hausse, les députés du Québec le savent, crée des problèmes aux producteurs de lait de transformation, puisque l'excédent de lait nature devient du lait de transformation. La consommation accrue du lait nature aura certes des répercussions dans d'autres secteurs de l'industrie laitière. Il est fort possible que la consommation du lait au Canada augmente de 10 p. 100.

Cela me ramène à mon premier point. Pourquoi les vaches à lait sont-elles vendues pour la boucherie? Bon nombre d'entre elles auraient pu être vendues il y a deux ans, mais ce ne fut pas le cas parce que le marché était affaibli. Les prix pour la viande de boucherie étaient au plus bas. C'est pourquoi on ne les a pas vendues. Les récoltes de foin et de grain étaient en abondance et les conditions pour garder les vaches étaient idéales. Les cultivateurs les gardèrent donc tant qu'ils eurent de la place pour les mettre. Ils les ont sans doute traitées. Il n'y a pas eu de sélection importante d'animaux depuis un ou deux ans. Mais maintenant on établit une sélection, ce qui entraînera une chute considérable de la production.

● (1620)

Je suis inquiet parce que le ministre se fout complètement que ses programmes radicaux et à courte portée bouleversent le marché presque d'un mois à l'autre. L'année dernière, l'office de commercialisation du lait de l'Ontario était atterré. Il a participé à un certain nombre de conférences, dont l'une à Genève, pour étudier l'effet des subventions sur le marché. Le ministre intervenait dans ce marché tous les trois mois, sans aviser l'office qu'il y aurait des changements dans le programme de subventions. À chaque fois, le ministre modifiait toute la structure de l'industrie laitière. Il s'agit d'une industrie très complexe et en modifier seulement une partie suffit à occasionner tout un bouleversement.

Pour être juste envers le ministre, une autre personne est intervenue pour modifier cette structure. Le premier ministre est allé en Europe. Je crois que c'est un voyage qu'il aurait pu se payer lui-même plutôt que d'aller bouleverser le développement industriel de notre pays. Il aurait pu s'y rendre à titre personnel comme chacun d'entre nous. Le premier ministre s'est rendu dans un certain nombre de pays du marché commun où il a été fêté, reçu en invité d'honneur et où il a parlé d'établir un lien contractuel. Les agriculteurs canadiens ne se sont pas inquiétés outre mesure, pensant qu'il s'agissait d'une bagatelle sans grande conséquence pour eux. Pourtant, ils se sont finalement rendu compte qu'en échange de ce lien contractuel, le premier ministre avait promis que le Canada achèterait au marché commun 10 p. 100 de ses besoins quotidiens en produits laitiers. Pour rendre justice au ministre de l'Agriculture, je dois dire qu'il a dû vraisemblablement s'y opposer fortement, car ce pourcentage a été abaissé à 5 p. 100, ce qui aura déjà sur notre production un effet sensible. Si on allait jusqu'à 10 p. 100 nos producteurs en souffriraient encore bien plus.

Ces 5 p. 100 s'appliquent surtout au fromage, mais aussi dans une moindre mesure à d'autres produits. Je recommande aux collaborateurs de M^{me} Plumptre qui ont le cœur tendre de mieux considérer, au lieu de présenter leurs suggestions aberrantes, ce qu'il en coûte au consommateur canadien d'importer tous ces fromages. Je suis sûr qu'ils seraient très étonnés. Il suffit d'entrer dans une boutique de la rue Bank ici, à Ottawa, pour y trouver des fromages importés de 30 ou 40 pays, dont certains coûtent 4 dollars la livre. Sa valeur nutritive n'est probablement pas supérieure à celle du cheddar canadien qui devrait être vendu beaucoup moins cher qu'actuellement.

Depuis des années, les fromageries de Plum Hollow et d'ailleurs ne réussissent pas à obtenir assez de lait. Il y a, à Belleville, une fromagerie de 40 à 50 cuves. Il pourrait y avoir deux équipes de travailleurs qui pourraient utiliser la moitié du surplus de lait industriel de l'Est de l'Ontario. Cependant, cette usine n'est pas en exploitation. Je suppose qu'elle a été achetée et fermée. Je crois comprendre que quelqu'un voulait acheter cette fromagerie. L'Office de commercialisation du lait de l'Ontario n'a pu lui garantir qu'il recevrait du lait régulièrement. Sans lait, il ne pouvait obtenir de prêt. Sans prêt, il ne pouvait acheter l'usine. Évidemment, il n'a pas encore commencé à produire.

Lorsque le gouvernement a accepté d'acheter des produits laitiers des pays du Marché commun, l'industrie laitière du Canada en a souffert. Il est vrai d'affirmer que les producteurs laitiers, qui sont d'importants consommateurs dans le domaine industriel, ont retiré très peu d'avantages de tout accord garantissant un engagement de 10 p. 100 de la part du gouvernement. Je demande au ministre de s'efforcer par tous les moyens d'engager des chercheurs pour